

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
PRÉFECTURE DE SALÉ
COMMUNE DE SALÉ
DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES
DIVISION DES TRAVAUX ET D'AMÉNAGEMENT
URBAIN
SERVICE BATIMENTS



**APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIÉ SUR OFFRES DE PRIX
N° 44 /CS/2025**

**ENTRETIEN ET REPARATION COURANT DU MATERIEL
TECHNIQUE DU BUREAU MUNICIPAL D'HYGIENE**

**-COMMUNE DE SALE-
-PREFECTURE DE SALE-**

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(CPS)**

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Appel d'offre réservé aux petites et moyennes entreprises ; aux coopératives , aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneur

SOMMAIRE

CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES FINANCIERES

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHE

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 7 : DESIGNATION DES INTERVENANTS

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 11 : DELAI D'EXECUTION

ARTICLE 12 : NATURE ET CONSISTANCE DES PRIX

ARTICLE 13 : REVISION DES PRIX DU MARCHE

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

ARTICLE 17 : MODALITES ET CONDITIONS DE L'ENTRETIEN

ARTICLE 18 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 19 : AJOURNEMENT DES PRESTATIONS

ARTICLE 20 : MODIFICATIONS DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION

ARTICLE 21 : CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

ARTICLE 22 : RECEPTION PROVISOIRE

ARTICLE 23 : PENALITES POUR RETARD

ARTICLE 24 : DELAI DE GARANTIE

ARTICLE 25 : MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 26 : RECEPTION DEFINITIVE.

ARTICLE 27 : CAS DE FORCE MAJEURE

ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHE

ARTICLE 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 31 : PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

CHAPITRE II : DESCRIPTION DES OUVRAGES ET BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF

ARTICLE 32 : DEFINITION DES PRIX ET DESCRIPTIF TECHNIQUE

ARTICLE 33 : BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF

APPEL D'OFFRES N° 44/CS/2025

ENTRETIEN ET REPARATION COURANT DU MATERIEL TECHNIQUE DU BUREAU MUNICIPAL D'HYGIENE -COMMUNE DE SALE-PREFECTURE DE SALE-

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444(8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé
Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**",
D'UNE PART,

Et

1. Cas d'une personne morale

M.....

.....qualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°

Registre de commerce deSous le n°

Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°

Tel :.....Fax :E-mail :.....

Faisant élection de domicile au.....

Compte bancaire n° (RIB su 24 positions).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **ENTREPRENEUR** »

D'AUTRE PART

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

APPEL D'OFFRES N° 44/CS/2025

ENTRETIEN ET REPARATION COURANT DU MATERIEL TECHNIQUE DU BUREAU MUNICIPAL D'HYGIENE -COMMUNE DE SALE-PREFECTURE DE SALE-

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444(8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**",

D'UNE PART,

Et

2. Cas de personne physique

M

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Registre de commerce desous le n°

Taxes Professionnelle n° Affilié à la CNSS sous n°

IF n° ICE n°

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire RIB (24 positions).....

ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme «**ENTREPRENEUR** »

D'AUTRE PART,

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT

APPEL D'OFFRES N° 44/CS/2025

ENTRETIEN ET REPARATION COURANT DU MATERIEL TECHNIQUE DU BUREAU MUNICIPAL D'HYGIENE -COMMUNE DE SALE-PREFECTURE DE SALE-

PRÉAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché passé par appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444(8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés:

La Commune de Salé représentée par Monsieur le président de la commune de Salé

Désigné ci-après par "**maître d'ouvrage ou administration**",

D'UNE PART,

Et

3. Cas d'un groupement

Les membres du groupement constitué aux termes de la convention
..... soussigné :

- Membre 1 :

Mqualité

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des
pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social Taxes Professionnelle n°
..... Registre de commerce desous le n°.....

Affilié à la CNSS sous n° IF n°..... ICE n°....

Faisant élection de domicile au

Compte bancaire RIB (24 positions).....
ouvert auprès de.....

- Membre 2 :

(Servir les renseignements le concernant)

- Membre n :

-
.....

Nous nous obligeons (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) ayant
M..... (prénom, nom et qualité)
en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de la réalisation des fournitures, ayant un
compte bancaire commun RIB (24 positions).....

Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme «**ENTREPRENEUR**»

D'AUTRE PART,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT

CHAPITRE PREMIER :

CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

ARTICLE 1: OBJET DU MARCHE

L'objet du présent marché est_:

**ENTRETIEN ET REPARATION COURANT DU MATERIEL TECHNIQUE DU
BUREAU MUNICIPAL D'HYGIENE -COMMUNE DE SALE-PREFECTURE DE SALE-**

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

Les prestations objet du présent marché concernent l'entretien et réparation courant du matériel technique du bureau municipal d'hygiène à savoir :

- **Entretien et réparation de l'ensemble de circuit frigorifique depuis le groupe de condensation jusqu'aux caissons mortuaires**
- **Entretien et réparation de l'ensemble de circuit d'extraction et d'air neuf**
- **Entretien et réparation de l'ensemble de groupe électrogène 130 KVA**

Au bureau municipal d'hygiène sis au quartier pépinière Arrondissement tabriquet

ARTICLE 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les documents constitutifs du marché comprennent :

1. l'acte d'engagement ;
2. le cahier des prescriptions spéciales ;
3. le bordereau des prix détail estimatif ;
4. cahier des clauses administratives générales applicables aux marches de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passes pour le compte de l'état (CCAG-EMO).

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus autres que celles se rapportant à l'offre financière .

ARTICLE 4 : REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions des textes suivants:

-Dahir n°1.15.85 du 20 Ramadan 1436 (07 Juillet 2015) promulguant la loi organique n°113.14 relative aux communes.

-Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatifs aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics.

-La circulaire n° 72/CAB du 26 novembre 1992 d'application du Dahir n°1-56-211 du 11 décembre 1956 relatif aux garanties pécuniaires des soumissionnaires et adjudicataires de marchés publics.

-Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;

- le décret n° 2332-01-2 du 22 rabii I 1423 – 4 juin 2002 approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'état (ccag-emo)

-les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.

-Le décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;

-Le décret n° 2.17.451 en date du 23 Novembre 2017 relatif à la comptabilité publique des communes et des établissements de coopération entre les communes.

-La circulaire 1/61/SGG du 30 janvier 1961 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication nationale ;

-le dahir N° 178-157 du 26 Joumada I 1390 (30 juillet 1970) relatif à la normalisation industrielle, notamment son article 3 définissant l'ensemble des normes marocaines homologuées se rapportant aux travaux de bâtiment ;

-Le bordereau des salaires minima ;

-Le décret n° 2.86.99 du 14 MARS pour l'application de la loi n° 30.85 relative à la T.V.A ;

-Le Décret n° 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques ;

-La loi 53.00 relatif à la charte des petites et moyennes entreprises applicable au dahir charif n° 1-02-188 du 12 joumada I 1423 (23-07-2002) ;

-Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;

- Arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1502-23 du 24 kaada 1444 (13 juin 2023) portant application des dispositions de l'article 148 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444(8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

TEXTES SPECIAUX

-La circulaire n° 6001 bis de 7/8/58 relative au transport des matériaux et marchandises pour l'exécution des travaux publics l'arrêté 350-67 des TPC du 15/07/1967 et règles techniques PNM 7 II CL 006 et 005 y annexés.

-La circulaire 1/61/CBA /SGG du 30 janvier 1961 relative à l'utilisation des produits d'origine et de fabrication nationale.

L'entrepreneur ne pourra en aucun cas se prévaloir de l'ignorance de ces documents pour se soustraire aux obligations qui en découlent.

ARTICLE 5 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

Le marché qui résultera du présent appel d'offres ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le président de la commune de salé.

L'approbation des marchés doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis ou de la date de la signature du marché par l'attributaire lorsqu'il est négocié. Ce délai peut être prorogé par le maître d'ouvrage de trente (30) jours au maximum dans les cas ci-après :

1. Lorsque le délai de validité des offres est prorogé à la demande du maître d'ouvrage conformément au deuxième alinéa de l'article 36 du décret précité, et accepté par le ou les concurrent(s), le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours de cette prorogation.

2. Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai de soixante (60) jours visé ci dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours.

L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

Dans ce cas :

- Si l'attributaire accepte le nouveau délai proposé par le maître d'ouvrage et donne son accord par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la date limite fixée par ce dernier, il reste engagé vis-à-vis du maître d'ouvrage pendant ce nouveau délai.

- Si l'attributaire refuse de proroger le délai de validité de son offre, ou ne répond pas dans le délai qui lui est imparti, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire, au plus tard quarante-huit (48) heures à compter de la réception de la réponse de l'attributaire ou l'expiration du délai précité, auquel cas la procédure est annulée.

3. Lorsque l'attributaire n'exprime pas sa volonté de maintenir son offre au-delà du délai de notification de l'approbation prévu ci-dessus, compte tenu, le cas échéant, du délai de prorogation, celui-ci reste engagé vis-à-vis du maître d'ouvrage jusqu'à la notification de l'approbation du marché.

B. Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons de la non-approbation du marché dans les délais impartis. Ce rapport est joint au dossier du marché.

ARTICLE 6 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DE L'ENTREPRENEUR

Conformément aux dispositions de l'article 11 du CCAG(EMO), Aussitôt après la notification de l'approbation du marché, la commune de salé (maître d'ouvrage) remet gratuitement au titulaire, contre décharge de ce dernier, un exemplaire vérifié et certifié conforme de l'acte d'engagement, du cahier des prescriptions spéciales et des pièces expressément désignées comme constitutives du marché à l'exception du cahier des prescriptions communes applicable et du présent cahier des clauses administratives générales.

ARTICLE 7 : DESIGNATION DES INTERVENANTS

Monsieur le Président de la Commune de SALE en sa qualité du maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DE L'ENTREPRENEUR

À défaut par l'entrepreneur d'avoir satisfait aux obligations qui lui sont imposées par l'article 17 du C.C.A.G.EMO., toutes les notifications relatives au marché sont valablement faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le présent marché.

En cas de changement de domicile, l'entrepreneur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours suivant ce changement.

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

« En application de l'article 4 de la loi n° 112-13. Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché. »

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

1-La liquidation des sommes dues par la commune de salé (maître d'ouvrage) en exécution du marché sera opérée par les soins du président de la commune de salé.

2-Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n° 112-13 peuvent être requis de la commune de salé (maître d'ouvrage), par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.

3-Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.

4-Les paiements prévus au marché seront effectués par monsieur le trésorier préfectoral de la ville de salé seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

5-Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

Les frais de timbre de l'exemplaire remis au titulaire du marché ainsi que les frais de timbre de l'original conservé par l'administration sont à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

Si le titulaire envisage de sous-traiter une partie des prestations, il doit se conformer aux stipulations de l'article 151 du décret des marchés publics précité. La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Les prestations énumérées ci-après ne peuvent faire l'objet de sous-traitance :

Prix n°1 : entretien et réparation de l'ensemble de circuit frigorifique depuis le groupe de condensation jusqu'aux caissons mortuaires

le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, du sous-traitant au fur à mesure de l'exécution de la partie sous-traitée.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents prévues à l'article 27 précité.

Le maître d'ouvrage peut exercer un droit de récusation par lettre motivée, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de l'accusé de réception, notamment lorsque les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues à l'article 27 du décret précité.

Le titulaire, qui demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers est tenu de délivrer au sous-traitant, à sa demande, une attestation de bonne exécution des prestations objet de la partie sous-traitée du marché.

Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

le titulaire du marché est tenu de présenter au maître d'ouvrage les documents justifiant le paiement, par ses soins, des sommes dues au sous-traitant au fur à mesure de l'exécution des prestations sous-traitées

Le titulaire est tenu de délivrer au sous-traitant à sa demande une attestation de bonne exécution des prestations sous-traitées.

ARTICLE 11 : DELAI D'EXECUTION

Conformément à l'article 7 et 9 du CCAG(EMO), Le délai d'exécution commencera à courir du jour invitant l'entrepreneur à commencer à exécuter les prestations. Ce délai est **de deux mois (02 mois)**.

ARTICLE 12 : NATURE ET CONSISTANCE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Et conformément à l'article 34 du C.C.A.G.EMO, les prix du bordereau tiennent compte de tous les frais (frais généraux, faux frais) taxes et impôts de toutes natures, bénéfice de l'entrepreneur et toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de l'entretien et réparation.

ARTICLE 13 : REVISION DES PRIX DU MARCHE

conformément à l'article 35 du C.C.A.G.EMO, Le présent marché est passé à prix fermes. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

▪ Cautionnement provisoire :

conformément à l'article 12 du C.C.A.G.EMO,,le montant du cautionnement provisoire est de **5 000,00 DHS (Cinq mille dirhams)** sera remise avec l'offre . Le cautionnement provisoire reste acquis à l'état notamment dans les cas cités à l'article 15 du CCAG-EMO.

Le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché selon les dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO.

▪ Cautionnement définitif :

le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3 %) du montant initial du marché ;

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché

Si l'entrepreneur ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de vingt jours qui suivent la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'état.

Le cautionnement définitif peut être saisi éventuellement conformément aux dispositions de l'article 12, paragraphe 2 du CCAG-EMO.

Le cautionnement définitif sera restitué, sauf en cas d'application de l'article 52 du CCAG-EMO, ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du procès-verbal de la réception définitive des travaux, s'il a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage conformément aux dispositions du CCAGT applicable.

ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE

conformément aux dispositions de l'article 40 du CCAG-EMO. Une retenue de garantie sera prélevée sur les acomptes. Elle est égale à dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte.

Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande de l'entrepreneur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

La retenue de garantie est restituée ou la caution qui la remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dès la signature du PV de la réception définitive .

ARTICLE 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Conformément à l'article 20 du C.C.A.G.EMO et avant le commencement de les prestations, Dans les trois semaines qui suivent la notification de l'approbation du marché, le titulaire est tenu de contracter une assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée par le ministre chargé des finances couvrant dès le début de l'exécution du marché et pendant toute la durée de celui-ci à savoir les risques se rapportant :

- Aux véhicules automobiles et engins utilisés sur le chantier qui doivent être assurés conformément à la législation et la réglementation en vigueur ;
- Aux accidents de travail pouvant survenir au personnel de l'entrepreneur qui doit être couvert par une assurance conformément à la législation et la réglementation en vigueur ;
- A la responsabilité civile

En aucun cas, le maître d'ouvrage ne sera responsable des dommages ou indemnités légales payables en cas d'accidents.

ARTICLE 17 : MODALITES ET CONDITIONS DE L'ENTRETIEN

1-Modalités d'intervention

Le titulaire de marché devra exécuter les prestations relatives à l'entretien et la réparation du matériel technique par ses propres moyens au bureau municipal d'hygiène de Salé.

2- Conditions d'intervention

Pour chaque opération d'entretien ou réparation effectué, le titulaire doit être accompagné d'un bulletin de matériel rechangé. Ce bulletin doit indiquer :

1. La date de service ;
2. La référence au marché ;
3. L'identification du titulaire du marché ;
4. L'identification de prestations effectuées.

Le matériel entretenu ou réparé doit être exécuté sur les lieux, et sera effectué en présence des responsables du maitre d'ouvrage.

Lorsque des contrôles préliminaires laissent apparaître des défiances sur le matériels entretenus ou réparés après les essais de mise en marche, le service sera rejetée par l'agent de suivi et le titulaire sera saisi, par écrit par le maître d'ouvrage pour son entretien et réparation.

ARTICLE 18 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT

Les formalités d'enregistrement, telles qu'elles résultent des lois et règlements en vigueur, sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 19 : AJOURNEMENTS DE L'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Conformément à l' article 27 du C.C.A.G-EMO,

1 - Le maître d'ouvrage peut à tout moment prescrire, par ordre de service motivé, l'ajournement de l'exécution du marché.

2- Lorsque le délai d'ajournement dépasse six (6) mois, le titulaire a droit à la résiliation du marché s'il la demande par écrit au maître d'ouvrage sans qu'il puisse prétendre à aucune indemnité. La demande de résiliation n'est recevable que si elle est présentée dans un délai de trente (30) jours à partir de la date de la notification de l'ordre de service prescrivant l'ajournement de l'exécution des prestations pour plus de six (6) mois.

3- En cas d'ajournements successifs dont le cumul dépasse six (6) mois, le délai de trente (30) jours prévus au paragraphe 1 du présent article court à partir de la date où les ajournements ont atteint six (6) mois

ARTICLE 20 : MODIFICATIONS DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION

L'augmentation et la diminution dans les quantités des prestations se feront conformément aux articles 36 du C.C.A.G-EMO.

ARTICLE 21 : CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire et son équipe doivent se considérer comme entièrement liés par le secret professionnel pendant toute la durée d'exécution du marché et après son achèvement. Le titulaire est tenu de s'interdire de :

- faire usage, à d'autres fins que celles du marché et dans la stricte mesure des nécessités de celui-ci, des données, des renseignements et des documents qui lui seront fournis par le maître d'ouvrage.

- communiquer à des tiers ou de publier des données, des informations et des documents appartenant au maître d'ouvrage, sous n'importe quel format. De la même manière, le maître d'ouvrage se considère comme entièrement lié par le secret professionnel. Le maître d'ouvrage s'interdit de divulguer à des tiers et de publier sous forme d'extraits, tout ce qu'il pourrait apprendre des techniques propres du titulaire du marché.

ARTICLE 22 : RECEPTION PROVISoire

Conformément à l'article 49 du C.C.A.G-EMO, Le titulaire du marché dument convoqué, les membres de la commission de réception désignés à cet effet par le maitre d'ouvrage s'assurent de la conformité de l'entretien et réparation aux spécifications techniques du marché. A l'issue de ces opérations, et en cas de conformité de l'entretien et réparation, ladite commission prononcera la réception provisoire sanctionnée par un procès-verbal de la réception provisoire, signée conjointement par la commission et le titulaire du marché ou son représentant légal, dont une copie est remise à ce dernier.

ARTICLE 23 : PENALITES POUR RETARD

Conformément à l'article 42 du C.C.A.G-EMO, En cas de retard dans l'exécution des prestations, Une pénalité particulière de 1/1000 du montant du marché initial

éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus par jour de calendrier de retard sera appliquée à compter de la date d'expiration de la date de mise en demeure remis à l'entrepreneur relatif à ce sujet. Cette pénalité sera retenue d'office sur les sommes encore dues à l'entrepreneur sur le montant du marché initial éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Le montant des pénalités est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant initial du marché éventuellement modifié ou complété par les avenants intervenus.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du C.C.A.G-EMO.

ARTICLE 24 : DELAI DE GARANTIE

Conformément à l'article 48 du C.C.A.G-EMO, La durée de garantie est fixée à 12 mois et prend effet à la date de la réception provisoire.

Pendant la période de garantie, le titulaire est tenu de remédier, dans les délais qui lui sont impartis, à toute imperfection ou anomalie qui lui est signalée par le maître d'ouvrage par ordre de service et se rapportant aux prestations réalisées dans le cadre du marché.

ARTICLE 25 : MODALITES DE REGLEMENT

Conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 1495-19 du 27 chaabane 1440 (3 mai 2019) relatif au dépôt électronique des factures et autres documents nécessaires à l'attestation du service fait ainsi que les échanges y afférents; Le règlement des prestations réalisées sera effectué sur la base de décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux prestations exécutées, déduction faite des pénalités pour retard, le cas échéant.

Le montant de chaque décompte est réglé à l'entrepreneur après réception par le maître d'ouvrage de tous les métrés pièces justificatives nécessaires à sa vérification.

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues à l'entrepreneur seront versées au compte bancaire, indiqué au préambule du présent CPS.

ARTICLE 26 : RECEPTION DEFINITIVE

Conformément à l'article 49 du C.C.A.G-EMO, la réception définitive est prononcée par le maître d'ouvrage à la date d'expiration du délai de garantie, si le titulaire a rempli à cette date toutes les obligations mises à sa charge par le marché en matière de garantie.

Les imperfections ou anomalies qui pourraient être constatées pendant le délai de garantie sont notifiées au titulaire par le maître d'ouvrage qui lui fixe le délai nécessaire pour y remédier. Si le titulaire ne remédie pas aux imperfections ou anomalies à la date d'expiration du délai de garantie, celle-ci est prolongée pour une période qui ne peut dépasser deux (2) mois. Dans le cas où le titulaire n'a pas remédié à ces imperfections ou anomalies pendant ce délai supplémentaire, le maître d'ouvrage prononcera néanmoins la réception définitive avec réfaction d'un montant correspondant au coût nécessaire pour remédier à ces

imperfections ou anomalies. Ce montant sera prélevé sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sur le montant du cautionnement définitif et sur le montant de la retenue de garantie sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

La réception, définitive, donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal dont une copie est notifiée au titulaire.

ARTICLE 27 : CAS DE FORCE MAJEURE

Lorsque le titulaire justifie être dans l'impossibilité d'exécuter le marché par la survenance d'un événement de force majeure telle que définie par les articles 268 et 269 du Dahir du 9 Ramadan 1331 (12 Août 1913) formant Code des Obligations et Contrats, il peut en demander résiliation.

- La neige : supérieure ou égale à 30 cm/s
- La pluie : supérieure ou égale à 60 mm/s
- Le vent: supérieur ou égal à 120 kms/h
- Le séisme : 5 degrés sur l'échelle de Richter.

ARTICLE 28 : RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié de plein droit par l'autorité compétente dans tous les cas prévus par le C.C.A.G.EMO ou par le Décret n° 2-22-431 08 mars 2023 relatif aux marchés publics.

ARTICLE 29 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Il sera fait application des articles 28 et 162 n° du Décret n° 2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023) relatif aux marchés publics.

L'entrepreneur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

L'entrepreneur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE 30 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si, en cours d'exécution du marché, des difficultés, différends ou litiges surviennent avec le maître d'ouvrage et le titulaire, ceux-ci s'engagent à les régler dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 du CCAG-EMO.

Lorsque ces litiges ne sont pas réglés conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article, ils sont soumis aux tribunaux compétents.

ARTICLE 31 : PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le suivi de l'exécution du marché est confié au Chef de Service de Bâtiments de la commune de Salé, et le chef de la Division des travaux et aménagement urbain de la commune de Salé et les personnes désignées par le maitre d'ouvrage à ce sujet.

Les tâches dévolues par le maître d'ouvrage aux personnes chargées du suivi de l'exécution du marché ainsi que les actes dont elles ont habilité à prendre pour assurer leur mission sont :

- Le suivi et l'encadrement technique de l'entreprise durant toute la période du marché
- La réception des prestations réalisés.

CHAPITRE II : DESCRIPTION DES OUVRAGES ET BORDEREAU DES PRIX – DETAIL
ESTIMATIF

ARTICLE 32 : DEFINITION DES PRIX ET DESCRIPTIF TECHNIQUE

DESCRIPTION TECHNIQUE GENERALE

Les prestations objet du marché concerne l'entretien et la réparation de l'ensemble de matériel technique endommagé du bureau municipal d'hygiène figurant au bordereau des prix- détail estimatif nécessaire au bon fonctionnement des installations dépendantes de ce matériel, ces prestations visent à garantir :

- La durabilité et les performances de fonctionnement des installations au niveau optimal,
- Proche de celui des performances initiales ;
- Les meilleures conditions de fonctionnement des installations, avec les spécifications techniques des fabricants ;
- La fiabilité des installations et équipements ;
- L'entretien du matériel en conformité avec les règlements de sécurité en vigueur ;
- Le déplacement de tout le matériel aux endroits indiqués par le maître d'ouvrage

Le matériel technique relatif aux installations et équipements techniques à entretenir sont mentionnés dans le bordereau des prix . Le prestataire déclare être parfaitement informé de la constitution du matériel ainsi que de la consistance des matériels qu'il accepte de prendre en charge et dont il assure l'entretien .Il est entendu que s'ajoutent aux matériels décrits, l'ensemble des équipements associés tels que : l'ensemble des armoires et coffrets électriques associés à ces équipements, ainsi que l'ensemble des câbles, chemin de câbles, boîtes de dérivation, l'ensemble des équipements de sécurité et d'alarme liés aux équipements, l'ensemble des systèmes de fixation et de suspension des équipements.

Le prestataire doit prendre en soin les mesures de sécurité du matériel technique sous sa responsabilité.

Le prestataire s'engage à laisser, enfin d'exécution du marché, les installations ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Les interventions effectuées au titre de ce marché ont pour objet la remise en état de fonctionnement du matériel ou équipements à la suite d'une défaillance totale ou partielle, d'altération ou cessation de l'aptitude de matériel à accomplir la fonction requise.

Le prestataire prend en charge les opérations d'entretien de tous les composants du matériel technique faisant partie du présent marché. Les prestations comprennent aussi le remplacement de petites pièces détachées dégradées.

Il est rappelé que le fonctionnement du service ne doit pas être perturbé, certaines interventions doivent pouvoir être exécutées éventuellement de nuit ou les samedi et dimanche, en particulier de cellules HT, de transformateur, ...

Le personnel chargé de l'intervention doit avoir une parfaite connaissance des locaux et des installations. Ce personnel doit avoir les compétences pour établir les premiers

éléments de diagnostic et être capable éventuellement de faire intervenir des agents qualifiés indispensables non présents sur site.

Prix N° 1 : entretien et réparation de l'ensemble de circuit frigorifique depuis le groupe de condensation jusqu'aux caissons mortuaires :

Ce prix comprend l'entretien et réparation de l'ensemble de circuit frigorifique depuis le groupe de condensation jusqu'aux caissons mortuaires à savoir :

- Compresseur au R404A ;Evaporateur ;Condenseur ;Ventilateurs ;Réservoir de liquide ;Régulateur de température ;Sonde de température ;Filtre déshydrateur 3/8 ;Voyant liquide 3/8 ;Soupape de sécurité ;Détendeur ;Orifice buse ;Electrovanne ;Bobine pour électrovanne ;Pressostat HP/BP ;Accessoires de dégivrage ;Voyant d'affichage de régulation de température sur partie frontale des caissons mortuaires ;Liaison frigorifique (Tubes cuivre de tout diamètre adéquat) ;Fluide Frigorigène (R449A) ;câble électrique d'alimentation ;Protection électrique (disjoncteur) ;
- Armoire électrique :

-Armoire électrique avec ouverture à battants sur charnières et verrouillage par loquets 1/4 de tour et posée sur des plots anti-vibratiles ;

-Platine électrique totalement câblée avec tous les contrôles et les composants, et raccordée à tous les éléments du groupe ;

-Sectionneur général sur le côté et voyant sous tension ;

-Contacteurs, disjoncteurs et relais auxiliaires avec espace pour recevoir des départs du poste de froid ;

Ce prix comprend l'ensemble des opérations d'entretien et de réparation (vérification, détection de panne et de fuite, rechange de parties endommagées, recharge de liquide frigorigène, renouvellement des pièces défectueuses, et la remise en état de bonne marche y compris tous les accessoires de raccordements en tubes cuivre et raccordement depuis l'armoire jusqu'aux caissons mortuaires ainsi que toutes suggestions au bon état de marche)

Prix payé à l'ensembleau prix N°1

Prix N° 2 : entretien et réparation de l'ensemble de circuit d'extraction et d'air neuf :

Ce prix comprend l'entretien et réparation de l'ensemble de circuit d'extraction et d'air neuf à savoir :

- Caisson d'extraction : caisson d'extraction T.H.C 18/18 triphasé 5,5 KW y compris (Visière) Grille de protection contre les corps étrangers de protection 18/18 de refoulement 18/18 ;
- Accessoire d'assemblage nécessaire ;
- Caisson d'air neuf :
- Caisson d'air neuf T.H.C 18/18 triphasé 5,5 KW y compris v 18/18 (Visière) Grille de protection contre les corps étrangers de protection 18/18 d'air neuf ;
- Accessoire d'assemblage nécessaire ;

- Tube spirale :

Tube spirale de différent diamètre y compris tout accessoire de raccordement nécessaire ;

- Grille et boîte :

Grille et boîte de différent diamètre y compris jonction sur réseau d'extraction et réseau d'air neuf ;

- tableau de commande électrique équipé alimentant les deux caissons d'extraction et air neuf ;

Ce prix comprend l'ensemble des opérations d'entretien et de réparation (vérification, détection de panne et de fuite, rechange de parties endommagées, renouvellement des pièces défectueuses, et la remise en état de bon marche y compris tous les accessoires de raccordements depuis l'armoire jusqu'aux caissons d'extraction et d'air neuf ainsi que toutes suggestions au bon état de marche .

Prix payé à l'ensembleau prix N°2

Prix N° 3 : entretien et réparation de l'ensemble de groupe électrogène 130 KVA :

Ce prix comprend 'entretien et réparation de l'ensemble de groupe électrogène 130KVA à savoir :

(vérification, détection de panne et de fuite, rechange de parties endommagées, renouvellement des pièces défectueuses, recharge de lubrifiant , huile ,gasoil et la remise en état de bon marche y compris toute suggestion d'entretien et réparation)

L'entretien et la réparation touche :

- Toute la partie mécanique du Moteur du groupe :

Démarrreur ; Batterie ; Alternateur ;Réservoir ;Radiateur ;Liquide de refroidissement ,huiles et lubrifiants ;

- Toute la partie électrique du groupe électrogène :

Tableau de commande automatique avec contrôleur de réseau ; Commande manuelle ;Protection magnétothermique ;Chargeur de batterie ;Contrôleur numérique ;Inverseur ;

Ce prix comprend l'ensemble des opérations d'entretien et réparation (vérification, détection de panne et de fuite, rechange de parties endommagées, recharge de gasoil, lubrifiants, huiles et graisses, renouvellement des pièces défectueuses, et la remise en état de bon marche y compris tous les accessoires de raccordements depuis l'armoire de l'alimentation du secteur jusqu'au tableau du groupe électrogène ainsi que toutes suggestions au bon état de marche)

Prix payé à l'ensembleau prix N°3

ARTICLE : 33

BORDEREAU DES PRIX, DETAIL ESTIMATIF

APPEL D'OFFRES OUVERT SIMPLIFIE SUR OFFRES DES PRIX
N° 44/CS/2025

**ENTRTIEN ET REPARATION COURANT DU MATERIEL
TECHNIQUE DU BUREAU MUNICIPAL D'HYGIENE -COMMUNE DE
SALE-PREFECTURE DE SALE-**

Marché passé après appel d'offres ouvert simplifié sur offres de prix passé en application l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 19 et l'alinéa b du paragraphe 3 de l'article 20 et l'article 148 du décret n°2-22-431 DU 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics.

CHEF DE SERVICE

Abdellatif BENCHOUCHA
Chef de Service de Bâtiment

SALE, LE :/...../.....

CHEF DE DIVISION

Khalil KHABLA
Chef de Division des Travaux
et d'Aménagement Urbain

SALE, LE :/...../.....

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE



Omar SENTISSI
Président de
Commune de Salé

SALE, LE :/...../.....

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE DE SALE

LU ET ACCEPTE PAR

SALE, LE :/...../.....

FAIT A : LE :

WISE PAR

APPROUVE PAR

SALE, LE :/...../.....

SALE, LE :/...../.....